

Vous recevez ce courriel car vous êtes inscrit à notre liste de diffusion.

Si vous ne pouvez pas voir ce message correctement, [consultez-le par ce lien](#).

COMMUNIQUÉ **Pour diffusion immédiate**

Le projet Énergie Est maintenant sur respirateur artificiel

Gouvernements et investisseurs invités à sonner le glas de ce projet insensé

Montréal, le 8 septembre 2017 - La décision de TransCanada de demander à l'Office national de l'énergie (ONÉ) de suspendre pour 30 jours l'examen de son projet d'oléoduc Énergie Est indique que l'entreprise a de plus en plus de difficulté à justifier son projet devant la population et ses investisseurs, estiment plusieurs groupes environnementaux et citoyens. Ceux-ci demandent aux gouvernements et aux investisseurs de sonner le glas de ce projet en lui retirant massivement leur appui.

« Il y a panique en la demeure, on le sent. Ce projet a toujours présenté des risques insensés par rapport à son potentiel de retombées économiques, mais TransCanada avait toujours assumé que les retombées revenaient à ses actionnaires, alors que les risques appartenaient à la population. Le vent a changé et la compagnie doit à présent reconnaître que le projet n'est pas viable quand il est évalué en tenant compte de tous les coûts », a affirmé Carole Dupuis du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ).

En plus de l'argument économique, l'aberration environnementale du projet devient également de plus en plus difficile à défendre devant les décideurs et la population, selon les groupes.

« Depuis le début, le projet est plombé par un mur d'opposition qui s'est dressé au Québec et par le manque de justification économique et environnementale du projet. Ce mur apparaît maintenant de plus en plus infranchissable. Ce projet est totalement incompatible avec les objectifs de réduction de GES au Québec et au Canada. Il constituait un risque environnemental énorme pour les rivières et les écosystèmes au Québec. Les citoyens l'ont bien compris et leurs pressions ont beaucoup à voir avec la suspension annoncée du projet », a déclaré pour sa part Christian Simard de Nature Québec.

« La science est claire. Nous ne pouvons ajouter de nouvelles infrastructures d'énergies fossiles sans remettre en cause l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris. En acceptant de considérer les émissions de GES indirectes causées par le projet, l'ONÉ a rehaussé la barre pour TransCanada. Il est évident qu'Énergie Est est incompatible avec nos objectifs

climatiques et qu'il doit être abandonné », a indiqué Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki.

Selon Patrick Bonin, Responsable de la campagne climat & énergie chez Greenpeace Canada, « TransCanada craint une évaluation des émissions de gaz à effet de serre, qui, si elle est bien faite, pourrait conclure que ce projet est totalement incompatible avec l'Accord de Paris et nos engagements climatiques. Elle a déjà de la difficulté à trouver des pétrolières qui voudraient utiliser son pipeline Keystone XL et par conséquent, Énergie Est ressemble de plus en plus à un éléphant blanc, sans parler du véritable mur d'opposition qui fait que ce pipeline ne pourra jamais passer la frontière du Québec. »

Les groupes rappellent d'ailleurs qu'Énergie Est n'a jamais eu d'acceptabilité sociale et qu'une majorité de Québécoises et Québécois s'y oppose, un facteur qui remet assurément en cause la faisabilité du projet.

« Énergie Est rencontre un véritable mur social au Québec et se heurte aussi à une forte opposition ailleurs au Canada. Lorsque l'on est investisseur, ce n'est pas le genre de truc que l'on aime et pour TransCanada, ça devient difficile à cacher », indique Anne-Céline Guyon, porte-parole du mouvement Stop oléoduc.

Si les groupes croient qu'il est trop tôt pour annoncer la mort du projet, ils pensent toutefois que cette importante fissure pourrait précipiter son écroulement. Ils invitent à ce sujet les gouvernements et les grands gestionnaires de fonds à prendre acte de la situation et à remettre en question leur soutien et leurs subventions et investissements dans une industrie dont les bases s'effritent.

- 30 -

Carole Dupuis, coordonnatrice générale et porte-parole du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ)

Christian Simard, directeur général de Nature Québec

Patrick Bonin, responsable de la campagne climat & énergie, Greenpeace Canada

Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki

Anne-Céline Guyon, porte-parole du mouvement Stop oléoduc.

Pour renseignement

Gabriel marquis

Responsable des communications chez Nature Québec

581 307-8613

Gabriel.marquis@naturequebec.org

870, avenue De Salaberry, bureau 207, Québec, Québec G1R 2T9

Pour cesser de recevoir des courriels de notre part, [cliquez ici](#) pour vous désabonner.